



# BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 17 au 23 Mars 2023

## En bref

Selon le dernier rapport de l'OCDE sur les Perspectives économiques intermédiaires, la croissance du produit intérieur brut (PIB) du Mexique devrait atteindre 1,8 % pour 2023, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à novembre 2022. L'estimation de la croissance économique mexicaine pour 2024 reste inchangée à 2,1 %. L'organisation avertit toutefois que l'amélioration des perspectives mexicaines en phase avec la reprise de l'économie mondiale, reste fragile avec des risques toujours orientés à la baisse. Par ailleurs, les projections d'inflation globale et sous-jacente ont également été revues à la hausse : de +0,2 pp pour atteindre 5,9 % et de +0,1 pp pour atteindre 6,5 % en 2023 respectivement. L'OCDE prévoit que l'inflation se modérera progressivement en 2023 et 2024, mais qu'elle restera supérieure aux objectifs des banques centrales jusqu'au S2 2024.

### LE CHIFFRE À RETENIR

1,8 %

Taux de croissance de l'économie  
mexicaine pour 2023 selon l'OCDE.

## Zoom sur

Dans son rapport annuel "*Preparar el terreno macroeconómico para un crecimiento renovado*", la BID prévoit une croissance économique pour la région Amérique Latine et Caraïbes en berne, estimée à 1 % en 2023 (scénario de base). Les prévisions sont légèrement plus optimistes pour la région Amérique centrale et Caraïbes, l'institution prévoyant une croissance économique à 1,9 % en 2023. Dans son scénario négatif, la BID prévoit une récession à -0,4 % dans la région centroaméricaine et caraïbéenne, contre -0,5 % pour l'Amérique latine et Caraïbes.

\*scénario de base : moyenne des prévisions réalisées par d'autres institutions et acteurs privés, basé sur une croissance économique en berne et un ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis.

\*\*scénario négatif : réalisé en prenant l'hypothèse d'une récession aux Etats-Unis, (-0,9% en 2023) et une inflation qui ne ralentie pas aussi vite que prévu, impliquant une poursuite de la hausse des taux directeurs.

### Prévisions de la BID pour la région centroaméricaine et Caraïbes

	2022	2023	2024	2025
Scénario de base*	2,40%	1,90%	2,10%	2,70%
Scénario négatif**		-0,40%	0,30%	2,50%

# Mexique

## 1. ECONOMIE

**Selon l'institut national de la statistique et de la géographie (INEGI), l'inflation s'est établie à 7,12 % g.a au cours de la première quinzaine de mars.**

Ainsi, l'inflation aurait ralenti plus que prévu (selon l'enquête de Citibanamex, les marchés s'attendaient à un taux de 7,24 %) et atteint son niveau le plus bas depuis janvier 2022. Au cours des deux premières semaines de mars, l'indice national des prix à la consommation a augmenté de 0,15 % par rapport à la deuxième quinzaine de février. La composante sous-jacente de l'inflation a également décéléré pour s'établir à 8,15 % en rythme annuel. Précisément, les pressions persistent dans le secteur des services, qui ont enregistré une augmentation annuelle de 5,58 %. Quant aux prix des produits alimentaires, ceux-ci ont progressé de 10,26 % g.a, ce qui constitue leur cinquième quinzaine de décélération. Les biens et services dont les prix ont le plus baissé au cours de cette première quinzaine de mars par rapport à fin février sont : le GPL domestique (-2,43 %), la tomate (-4,75 %), le poulet (-1,13 %), et l'œuf (-1,15 %). Sur cette même période, les prix qui ont le plus augmenté sont ceux du transport aérien (+17,9 %), du citron (+15,3 %) et des services touristiques (+4,86 %).

**Selon l'INEGI, l'économie mexicaine devrait afficher une croissance annuelle de +3,52 % en février.** Ce chiffre serait supérieur à la performance enregistrée en janvier, où l'activité économique aurait progressé de +3,30 % g.a selon l'indicateur global de l'activité économique. En outre, la performance de février représenterait la plus forte hausse en trois mois. Selon la décomposition établie par l'INEGI, le secteur secondaire aurait enregistré une croissance annuelle de 2,88 % (contre 2,51 % g.a en janvier), tandis que le secteur tertiaire aurait ralenti à 3,06 % g.a (contre 3,51 % g.a en janvier).

**Selon une enquête de Citibanamex, le marché s'attend à ce que Banxico relève son taux d'intérêt de 25 pdb à 11,25 % lors de la réunion monétaire prévue le 30 mars.** Cette prévision est restée inchangée par rapport aux résultats recueillis par la Banque dans l'enquête publiée le

7 mars dernier, indiquant que le marché s'attend à ce que l'ampleur avec laquelle le taux a été augmenté lors des cinq dernières annonces, soit atténuée. Dans cette même enquête, Citibanamex révèle que les experts s'attendent à ce que le taux d'intérêt atteigne 11,5 % à la fin de l'année 2023.

**BBVA Mexique a relevé ses prévisions de croissance pour l'économie mexicaine en 2023, de 0,6 % à 1,4 %.** D'ici 2024, la banque prévoit une croissance du PIB de 2,2 %. Selon Carlos Serrano, économiste en chef de BBVA Mexique, les dépenses privées devraient tirer la croissance du PIB, ce qui atténuerait le moindre dynamisme de l'industrie manufacturière, en raison du ralentissement ou de la possible récession aux États-Unis. La banque prévoit que l'inflation globale clôture l'année 2023 à 4,8 % et l'inflation de base à 4,7 %. Dans ce contexte, BBVA Mexique estime que la Banque centrale du Mexique (Banxico) devrait procéder à deux nouvelles hausses de taux de 25 points de base chacune, l'une la semaine prochaine et l'autre en mai, afin d'atteindre un plafond de 11,50 % à la fin de l'année, avant d'entamer un cycle de baisse rapide au cours de l'année 2024.

**Selon l'INEGI, les investissements privés et publics ont retrouvé leurs niveaux pré-pandémiques à la fin de l'année 2022.** Au cours du T4 2022, l'investissement public a enregistré une croissance de 5,58 % et l'investissement privé de 0,90 % par rapport au T4 2019. La relance de l'investissement public a notamment été portée par les projets phares du gouvernement tels que le Tren Maya et la raffinerie Dos Bocas. Malgré le retour aux niveaux d'avant la pandémie, l'investissement accuse toujours un retard depuis le début de l'administration d'Andrés Manuel López Obrador. L'investissement public est inférieur de 11,57 % et l'investissement privé de 5,03 % par rapport aux niveaux atteints par l'administration précédente. L'investissement public, qui a atteint un record historique au T1 2009, accuse un retard de 47,8 %. Quant à l'investissement privé, celui-ci a atteint son niveau maximum au T1 2018 et est aujourd'hui inférieur de 5,64 %.

**En 2022, le niveau de financement intérieur du secteur privé équivaut à près de la moitié du PIB**

**mexicain et a enregistré une croissance annuelle de 2,8 %.** Selon les chiffres de la Banque centrale mexicaine, Banxico, le financement intérieur total du secteur privé non financier s'est élevé à 9 Mds MXN en hausse de 2,8 % par rapport à 2021 et rompt ainsi avec la tendance négative des quatre dernières années. Le financement privé est fourni par des prêteurs privés au lieu des institutions financières traditionnelles, telles que les banques ou les agences gouvernementales. Il s'agit d'une méthode de financement alternative qui s'adresse aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises.

**Les données de la société de conseil Kantar Mexico montrent qu'en 2022, le nombre d'unités achetées par les consommateurs lors de leurs courses a diminué de 1,6 % par an, et que pour le seul dernier trimestre, cette baisse a été de 4,8 %.** Bien que le nombre d'unités ait diminué, l'année dernière, le ticket moyen annuel des ménages était de 141 pesos, alors qu'en 2021, il était de 130 pesos, soit une augmentation de 8,7 % des dépenses. Parmi les changements de comportement identifiés par le cabinet de conseil, on note l'augmentation de ventes en vrac des produits laitiers, tandis que les produits d'entretien et les soins personnels ont été vendus en grands formats, les produits alimentaires en présentations moyennes et les boissons en format individuel.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**Selon le Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP), moins de 30 % des dépenses budgétaires ont été liées au développement durable en 2022.** Pour le budget des dépenses fédérales de 2023, seul 2,25 Mds MXN devraient être consacrés aux objectifs de développement durable (ODD), soit 27,2 % des dépenses totales. Ce montant est inférieur de 1,1 % à celui approuvé en 2019. Selon le CIEP, le budget alloué aux ODD est difficile à déterminer avec précision car il peut être lié directement ou indirectement à des programmes budgétaires. C'est pourquoi il n'y a pas d'allocation spécifique pour la réalisation de chacun des objectifs rendant une

réforme budgétaire indispensable pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, qui inclut les ODD.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**Petroleos Mexicanos (Pemex) lance un plan de développement du champ Zama, qui comprend deux plateformes offshore, le forage de 46 puits et le transport du pétrole et du gaz vers les nouvelles installations de la raffinerie Dos Bocas.** Le champ Zama a été découvert en 2017, et ses ressources potentielles se situent entre 400 et 850 millions de barils d'équivalent pétrole brut, soit environ 10 % des réserves prouvées du pays, ce qui en fait l'une des dix découvertes les plus importantes de l'histoire récente de l'exploration au Mexique.

## 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 23/03
Bourse (IPC)	0,89%	-5,69 %	52 550,4 points
Change MXN/USD	-1,95%	-8,02%	18,61
Change MXN/EUR	1,66%	-9,42%	20,20
Prix du baril mexicain	-3,84%	-43,31%	59,27

# Amérique centrale

## 1. GUATEMALA

**Bien que le nombre de travailleurs inscrits à l'institut public de sécurité sociale, l'IGSS, ait augmenté de 5,5 % g.a en 2022, la couverture de la sécurité sociale dans le pays reste très faible.** A fin 2022, l'IGSS, comptait seulement 1,53 M

d'affiliés, soit 22 % de la population économiquement active, estimée à 6,9 M de personnes. Sur ces 1,53 M d'inscrits, 77 % travaillent dans le secteur privé.

**Le montant total des microcrédits en vigueur à fin 2022 s'élevait à 585 M USD.** Ce montant a été accordé par les 20 entités faisant partie du réseau Redimif (La Red de Instituciones de Microfinanzas de Guatemala) à travers plus de 5 000 prêts. Près de 42 % de ces prêts étaient destinés à financer des activités commerciales, 26,2 % des logements et 18 % des activités agricoles. Le profil type du bénéficiaire de ce type de prêt est une femme vivant en zone rurale: en 2022, 76,3 % et 79,7 % de ces microcrédits étaient respectivement à destination de femme et de ruraux.

## 2. EL SALVADOR

**Les flux de remesas accumulés depuis le début de l'année se sont élevés à 1,19 Md USD à fin février, en hausse de 5,6 % par rapport à la même période en 2021.** C'est le double de leur niveau en 2015, sur la même période (609 M USD). Près de 94,4 % de ces flux provenait des Etats-Unis et dans une moindre mesure, du Canada, de l'Espagne, d'Italie et du Royaume-Uni.

**Les exportations et importations accumulées les deux premiers mois de l'année ont atteint respectivement 1,1 Md USD et 2,53 Mds USD, en baisse de 4,3 % et 2,5 % en valeur par rapport à la même période en 2022.** Cette dynamique est principalement imputable au ralentissement de l'inflation au Salvador et à la baisse des prix du transport maritime, réduisant de facto la facture des exportations et importations. En volume, le rapport de la Banque centrale souligne une dynamique haussière, le montant des exportations et importations ayant augmenté respectivement de 1,5 % et de 3,7%. Entre janvier et février 2023, 36,7 % des exportations étaient à destination des Etats-Unis, 17 % vers le Guatemala, 15 % vers le Honduras et 7 % vers le Nicaragua.

**L'Ambassade d'Espagne au Salvador et le gouvernement ont signé un accord de coopération pour 117 M USD pour la période 2023-2026.** Les fonds seront destinés à financer des projets de lutte contre la pauvreté, d'accès à l'eau et l'assainissement, de promotion de l'éducation, de respect des droits de l'homme et de l'égalité des genres et du soutien au secteur public.

## 3. HONDURAS

**A fin janvier 2023, la dette publique extérieure a atteint 9,6 Mds USD, en hausse de 4,1 % par rapport à janvier 2022.** Les institutions multilatérales détenaient 70,3 % de cette dette, les créanciers privés 18,1 % et les bailleurs bilatéraux 11,6 %. La quasi-totalité de cette dette était libellée en dollars (83 %) et dans une moindre mesure en DTS (2,3 %) et en euros (1,8 %).

**La BID devrait prêter 75,9 M USD pour appuyer le programme Red Solidaria, visant à améliorer les conditions de vie des ménages en situation d'extrême pauvreté.** La ministre des finances, Rixi Moncada, s'est réunie avec le président de la BID, Ilan Goldfajn, pour signer cet accord de prêt le 17 mars dernier, dont la période de décaissement est de 4 ans. Grâce à des transferts de fonds conditionnels, ce projet vise à augmenter le revenu minimum des ménages participants (environ 50 000) et à les protéger contre des chocs externes de type climatique ou sanitaire. Le projet vise aussi à renforcer le système de protection sociale et le modèle de soins. Indirectement, ce programme espère bénéficier à plus de 350 000 ménages en situation d'extrême pauvreté.

**La présidente Xiomara Castro a chargé le Ministre des Affaires étrangères, Eduardo Reina, d'établir des relations diplomatiques avec la Chine.** Bien qu'aucune précision n'ait pour l'instant été apportée sur la relation bilatérale entre le Honduras et Taiwan, cette ouverture des relations diplomatiques avec la Chine supposera probablement la fin de la reconnaissance de Taiwan par le Honduras pour respecter les

conditions imposées par Pékin. Si l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine prend acte, le Honduras emboîterait ainsi le pas au Panama (2017), au Salvador (2018), à la République Dominicaine (2018) et au Nicaragua (2021).

#### 4. NICARAGUA

**Les exportations de café en 2022 ont rapporté 714,1 M USD, soit 40,6 % de plus qu'en 2021.** Cette dynamique est principalement attribuable à l'inflation, le prix moyen d'un quintal de café nicaraguayen étant passé de 150,4 USD en 2021 à 206,2 USD en 2022. Cependant, l'augmentation des exportations de café est sensible aussi en termes de volume, bien que plus légère (hausse de 2,4 %, de 3,38 M de quintaux de café en 2021 à 3,46 M en 2022). Le café était le second produit d'exportation du Nicaragua en 2022, après l'or brut, ayant rapporté 927,4 M USD cette année-là.

**Suspension des relations diplomatiques entre le Vatican et le Nicaragua.** Suite à divers épisodes de persécution de l'Église catholique par le gouvernement nicaraguayen, le Vatican a annoncé fermer sa nonciature au Nicaragua. C'est la première fois en 162 ans qu'un pays rompt ses relations diplomatiques avec le Vatican depuis le Mexique en 1861.

#### 5. PANAMA

**Selon le Bureau du contrôleur général de la République, le PIB réel du Panama aurait augmenté en 2022 de 10,8 % en glissement annuel.** Cette estimation est supérieure aux prévisions du FMI (9,0 %), de la CEPAL (8,4 %) et de la Banque mondiale (7,2 %). Le PIB atteindrait 73 Mds USD, en hausse de 7 Mds USD en 2022.

**L'indice national des prix à la consommation urbaine (IPC) sur les districts de Panama et San Miguelito, représentant 35 % de la population, a affiché une variation annuelle de 2 % en février 2023.** Les postes de dépenses qui ont connu les plus fortes augmentations sont le logement, l'eau, l'électricité et le gaz avec une inflation en

glissement annuel de 11,4 %. Certaines catégories ont enregistré des baisses : les transports (- 3,0 %), la santé (- 2,7 %), le textile (- 0,6 %), les communications (- 0,4 %) et les loisirs et la culture (- 0,3 %).

**Le Panama a accueilli la réunion annuelle de l'Assemblée des Gouverneurs de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) du 16 au 18 mars 2023. Le sommet a réuni plus de 2 000 participants.**

#### 6. COSTA RICA

**Le Président de la République Rodrigo Chaves, accompagné d'une délégation ministérielle est actuellement en déplacement en France et à Bruxelles.** Il s'est rendu à Nice afin de préparer la Conférence des Nations Unies sur les Océans de 2025, coprésidée par la France et le Costa Rica, et qui sera précédé par une réunion préparatoire au Costa Rica en 2024. Ces événements multilatéraux visent à remplir l'objectif de développement durable des Nations Unies « Conserver et utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable ». La visite du Président Chaves se poursuivra avec des rencontres bilatérales, notamment avec le Président de la République Emmanuel Macron. La délégation rencontrera des représentants d'entreprises françaises, dans le cadre d'une réunion avec le MEDEF International. Le Président Chaves a également réalisé une visite de site sur la mobilité urbaine lors de son déplacement à Nice. La délégation rencontrera à Bruxelles les représentants des institutions européennes et à Paris, ceux de l'OCDE.

**Selon l'indice mensuel de l'activité économique (IMAE) de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), le secteur de la construction a enregistré une baisse de 9,3 % g.a de son activité en janvier 2023.** La construction privée a enregistré une baisse de la production d'infrastructures non résidentielles (principalement des bâtiments commerciaux, des bâtiments industriels et des parkings), des projets de logement (logements sociaux) et pour les personnes à revenus moyens.

# Caraïbes

## 1. CUBA

Cuba annonce l'ouverture du marché de la distribution de gros et de détail aux entreprises étrangères à partir de mai 2023. Plusieurs entreprises auraient confirmé leur intérêt dont l'entreprise mixte Granferretero, le groupe espagnol Farmavenda Ibérica SL, Camacho International SL, Emifoods LLC et Grupo Sur (Argentine). Les autorités cubaines espèrent que cette mesure répondra au problème d'inflation que connaît actuellement le pays. Toutefois, cette annonce a suscité des réactions mitigées : (i) l'économiste, Pedro Monreal a rappelé qu'il n'existait pas de corrélation directe et automatique entre une plus grande offre de produits et un effet anti-inflationniste ; (ii) pour l'économiste cubain, Elias Amor, la recherche de capitaux étrangers pourrait ne pas se révéler efficace si les fondements macroéconomiques du pays sont instables. Si l'ouverture des marchés aux entreprises étrangères pourrait augmenter l'offre de produits, il n'en demeure pas moins que d'autres facteurs et mécanismes sont à prendre en compte, tels que le prix aux consommateurs, le taux de change appliqués ou encore la facturation en devises.

Alors que la production sucrière est l'un des moteurs de l'économie cubaine, la faiblesse des premières récoltes pour la campagne 2022-2023 est préoccupante. En effet, plusieurs usines peinent à atteindre leurs objectifs de production : l'usine, Azucarera Dos Rios à Santiago, a atteint 53,7 % de son objectif et le groupe Azcuba Sugar, à Ciego de Ávila, 50,9 %. Ce secteur économique n'est pas épargné par les problèmes de vétustés des machines de production ou encore de manque de carburants. Les productions des 23 autres usines mobilisées sur cette campagne sucrière n'ont pas encore été publiées.

## 2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La Direction générale des douanes (DGA) et la Chambre de commerce européenne de la République dominicaine ont signé un mémorandum (MoU) dans le but de développer des initiatives conjointes visant à promouvoir le commerce. En outre, Katja Afheldt, Ambassadrice de l'Union européenne en République dominicaine a indiqué : « L'Union européenne reconnaît la République dominicaine en tant que principal partenaire commercial et destination d'investissement dans la région des Caraïbes ». Les échanges entre l'Union Européenne et la République dominicaine ont atteint 4 137 M EUR en 2022 (+ 20 % g.a). Cela représente 11,15 % du commerce total dominicain. Parmi les principaux produits exportés par le pays, on retrouve notamment les bananes, les avocats, les noix, le cacao, le tabac, les équipements médicaux ou encore les produits de fonderies de métaux. La signature de ce mémorandum devrait permettre de faciliter le commerce et notamment de simplifier les procédures douanières : dédouanement en 24 heures, certification Opérateur Économique Agréé (OEA), coopération en matière de formation, initiatives pour la promotion commerciale, notamment.

Le Forum international sur « les Partenariats Public-Privé (PPP) et leur impact social et économique en République dominicaine » s'est tenu ce mercredi 22 mars 2023 à Saint-Domingue. De nombreux experts nationaux et internationaux ont souligné les possibilités offertes par les PPP pour attirer de nouveaux investissements locaux et étrangers en vue de financer des projets d'intérêts nationaux et de promouvoir le développement durable du pays. Selon Martín Francos, Directeur général de l'investissement public du Ministère de l'Économie, chaque million de dollars investi génère, en moyenne, 25 emplois directs. En outre, il a également rappelé que l'importance

des PPP réside dans le fait que chacun des secteurs (public et privé) apporte des compétences, des connaissances et des ressources différentes qui sont essentielles pour stimuler la croissance et la compétitivité de la société. Le développement touristique de la région Pedernales à Cabo Rojo ou encore le projet de réhabilitation et de conversion du port Duarte à Arroyo Barril (Samaná) sont par exemple mis en œuvre grâce à plusieurs PPP. La Direction générale de l'investissement public a approuvé 204 projets au cours des deux premiers mois de l'année.

### 3. HAÏTI

**Alors que les prix du pétrole et des denrées alimentaires (blé, riz, huile, ...) tendent à diminuer à l'échelle mondiale, le taux d'inflation haïtien reste très élevé : selon la Banque Centrale de la République d'Haïti, l'inflation a atteint 49,3 % g.a en janvier 2023.** En outre, la population haïtienne subit depuis plusieurs mois une nette dégradation de ses conditions de vie : flambée des prix, forte volatilité de la monnaie nationale, violence des gangs qui continue de paralyser l'activité économique, mauvaises performances agricoles, résurgence de l'épidémie de choléra... Par ailleurs, malgré l'assistance financière du FMI au titre de la Facilité de Crédit Rapide, d'un montant de 110 M USD en janvier 2023 visant à atténuer les effets de la grave crise alimentaire qui touche le pays, plus de 4,9 M d'Haïtiens vivent dans une situation d'insécurité alimentaire selon les derniers résultats de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA). Cela représente 49 % de la population totale.

### 4. JAMAÏQUE

**Le Premier Ministre Andrew Holness a présenté un budget de 4,3 Mds USD (hors remboursement de la dette) pour l'année budgétaire 2023/2024 devant le Parlement.** Les dépenses de l'État seront réparties comme suit : (i) 2,4 Mds USD

pour les salaires des fonctionnaires, représentant 56 % du budget total ; (ii) l'éducation pour un montant de 942 M USD, soit 22 % des dépenses totales ; (iii) le ministère de la sécurité nationale recevra 734 M USD, dont 390 M USD pour la Gendarmerie et 212 M USD pour les forces de défense ; (iv) 278 M USD sont destinés au paiement des pensions des fonctionnaires retraités. Le Premier Ministre a également confirmé le souhait de financer plusieurs grands projets, notamment le projet de création d'un centre de sécurité C5 et le projet d'irrigation de Pedro Plains.

### 5. BARBADE

**La Première Ministre Mia Mottley a annoncé plusieurs mesures budgétaires lors de la présentation du budget pour 2023 :** (i) fin du plafonnement de la TVA pour les carburants (précédemment bloqué à 0,23 USD pour l'essence et 0,18 USD pour le diesel) ; (ii) extension de l'exemption de TVA et droit d'accise sur l'achat des véhicules électriques pour les entreprises et les particuliers jusqu'au 31 mars 2026 ; (iii) exemption de la TVA pour encourager les tournages, la production, la post-production cinématographiques sur l'île ; (iv) augmentation de l'abattement de l'impôt sur le revenu pour les retraités percevant des pensions annuelles inférieures à 22 500 USD au lieu de 20 000 USD ; (v) réduction de 46 % de la redevance sur le transport aérien et le développement du tourisme pour les voyages dans les pays de la CARICOM, fixée à 10 USD. La Première Ministre a également annoncé que suite à la faillite de la compagnie aérienne LIAT, les anciens salariés Barbadiens seraient pris en charge par l'État.

### 6. TRINITE ET TOBAGO

**Dans les conclusions des services du FMI sur la mission 2023 au titre de l'article IV, la Banque Centrale doit augmenter ses taux directeurs afin de lutter contre l'inflation, ceux-ci n'ont pas été réajustés depuis mars 2020, se maintenant à 3,5 %.** L'inflation à Trinité-et-Tobago a été de 3,5 % sur l'année 2021, 8,7 % sur l'année 2022 et

devrait ralentir à 4,5 % en 2023. Les hausses de prix observées ces deux dernières années ont été provoquées par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires importées et les catastrophes naturelles. La politique monétaire de la Banque Centrale a pour objectif la stabilité des prix, mais aussi de l'économie de façon générale. Dans sa présentation du budget 2023 en septembre dernier, le Ministre des Finances Colm Imbert, avait annoncé que les subventions aux carburants seraient plafonnées à 147 M USD, soit 37 % des 389 M USD nécessaires, pour compenser la hausse des prix de l'énergie.

## 7. BAHAMAS

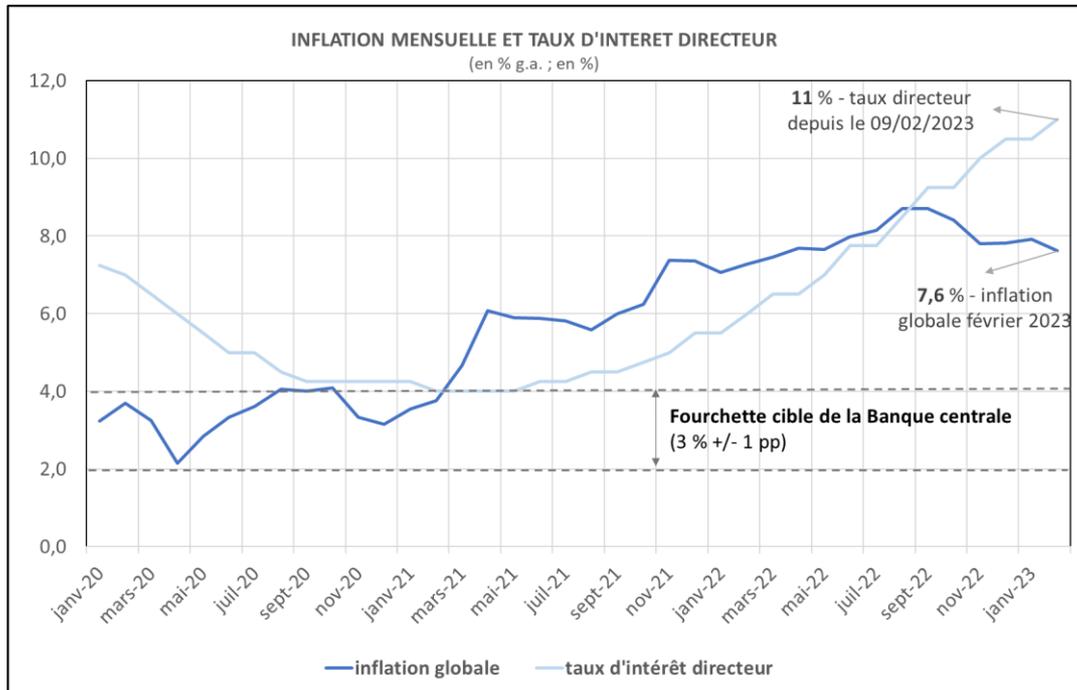
**Selon le vice-premier ministre Chester Cooper, le projet de réaménagement de l'aéroport international de Grand Bahamas (170 M USD prévu pour le premier semestre 2025) va être attribué au groupe bahaméen Aerodrome Limited et deux autres partenaires.** Il estime que le développement du Grand Lucayan (complexe hôtelier) dépend de sa proximité avec un aéroport international de classe mondiale.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

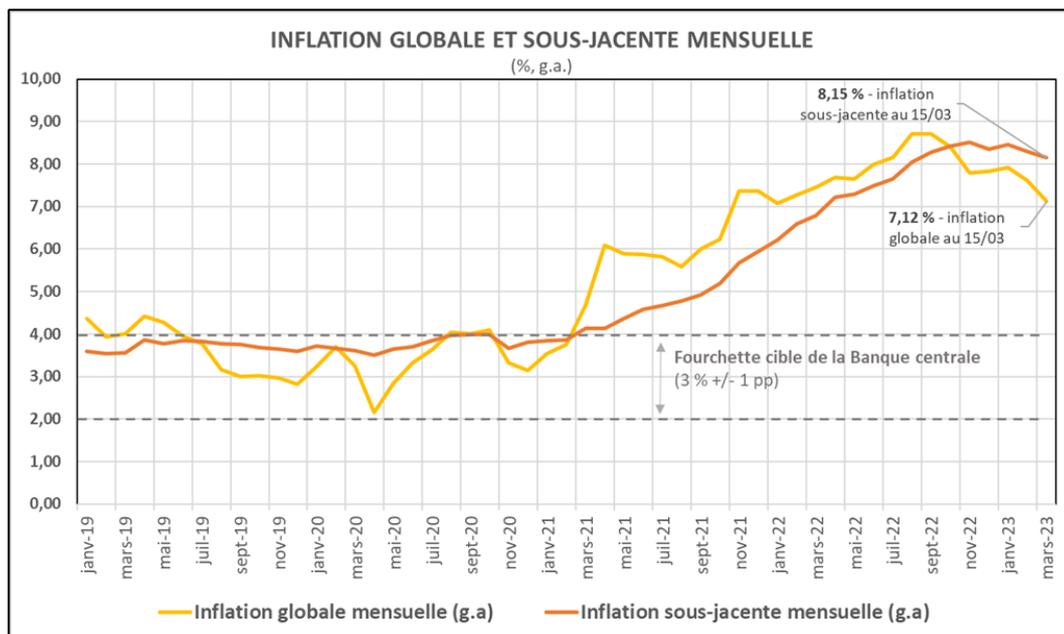
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	11 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	4,5 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	7 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	7 %
Panama	4,395	8	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

**Source:** FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

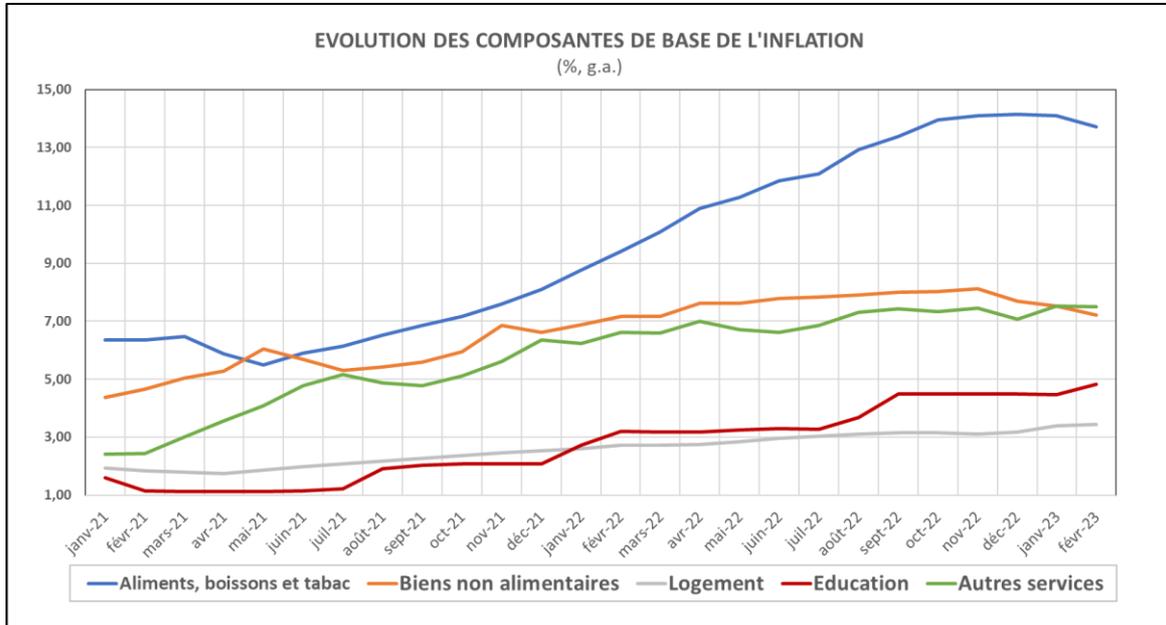
## -Annexe Graphique – Mexique –



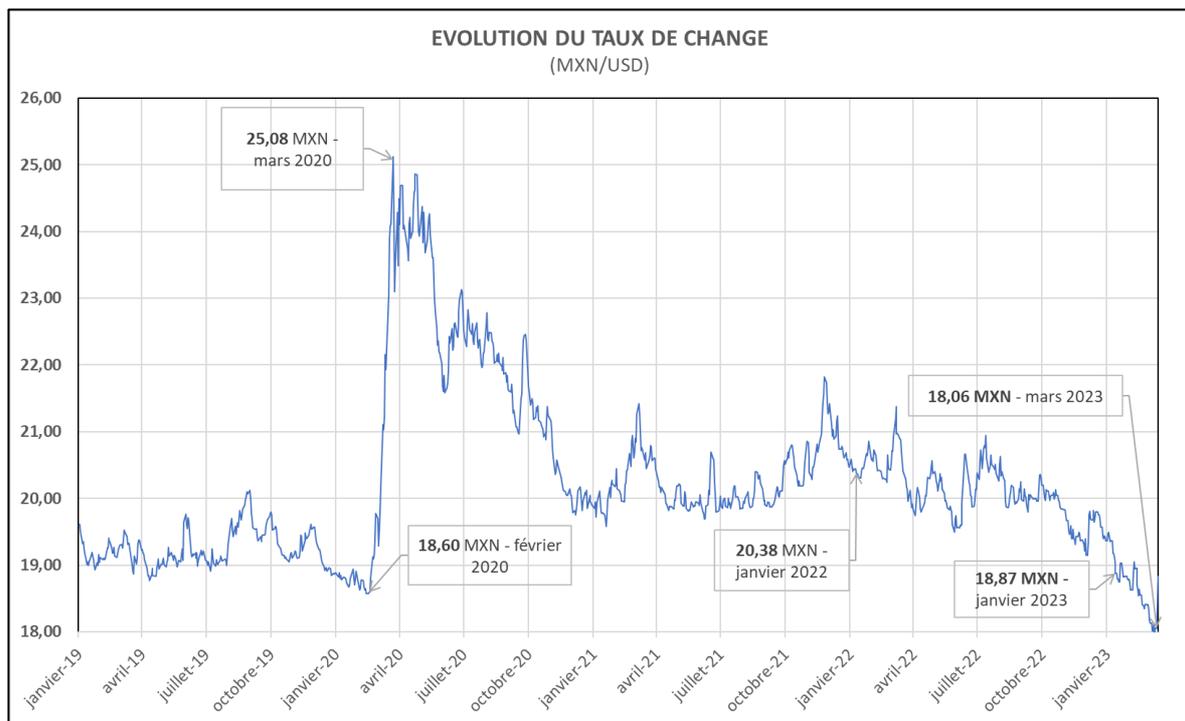
**Source :** Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



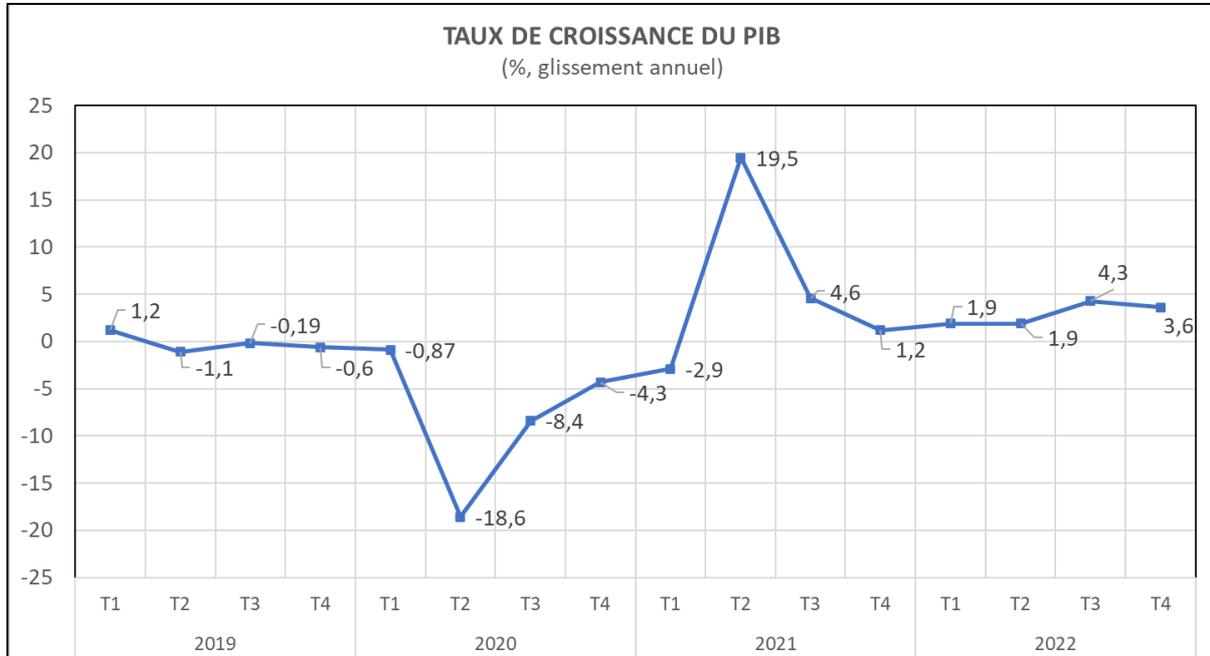
**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie



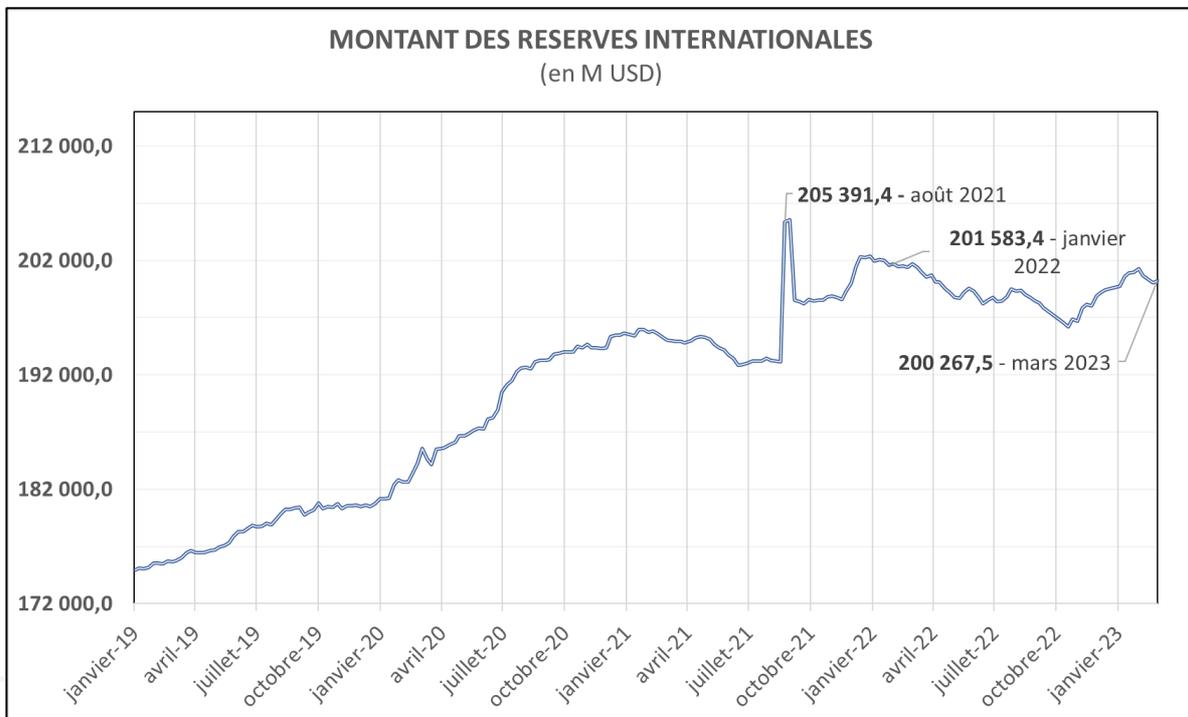
**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie



**Source :** Banque centrale du Mexique



**Source:** Institut National de la Statistique et de la Géographie



**Source:** Banque centrale du Mexique